Publicité mensongère

Objekttyp: **Group**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **35 (1998)**

Heft 1326

PDF erstellt am: **04.06.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Le tous-ménage de C. Blocher

Chaque ménage suisse a reçu en cadeau de Noël l'argumentaire de Christoph Blocher sur l'état de santé de la Suisse, cinq ans après le refus de l'EEE. De facture austère, qui «fait sérieux», la brochure brasse moult chiffres et comparaisons internationales mais n'en est pas moins truffée d'erreurs.

CINQ ANS APRÈS le rejet de l'EEE, Christoph Blocher distribue un tous-ménage pour faire savoir à chacun que, loin d'être affaiblie, la santé des Suisses n'a jamais été meilleure. Il s'est fendu d'une traduction française, même si l'ensemble de ses sources est tiré de la presse alémanique.

La faiblesse du texte est tout entière dans le chapitre I, qui tient en quelques lignes: «Le 6 décembre 1992, les citoyens et les cantons ont rejeté le Traité de l'EEE avec une participation au scrutin de 78,3%, à savoir la plus élevée depuis 1947. La Suisse a de la sorte opté pour la liberté, l'autodétermination, la neutralité et la démocratie directe».

Ce que Blocher omet de dire, c'est que la majorité du peuple refusant fut étroite (24 000 sur 1,7 mio) et que ce résultat serré était dû à l'acceptation massive des Romands qui, que l'on sache, sont attachés aussi à la liberté et à la démocratie directe. Faire l'impasse sur la signification politique de ce clivage limite singulièrement l'exercice politique de ce manifeste.

Des arguments économiques fallacieux

L'essentiel de la démonstration consiste à affirmer que le rejet de l'EEE n'a entraîné aucune catastrophe économique. Mais au moment du vote chacun savait, sur la base du rapport Hauser qui fut longuement commenté, que les trois variantes (adhésion, participation à l'EEE, isolement) étaient économiquement viables, et que les règles de l'OMC limiteraient les entraves à la libre circulation des marchandises, des services et des capitaux. La réfutation de Christoph Blocher s'appuie essentiellement sur les arguments-diable-peint-sur-la-muraille des partisans du «oui». Avec un recul de cinq ans, Blocher corrige, c'est facile, quelques excès de propagande.

Inutile de chercher les erreurs. Il y en a. Par exemple cette affirmation en caractères gras que la balance des dépenses courantes s'est améliorée après 1992, en dépit de la récession. Tous les économistes savent qu'elle s'améliore justement en période de récession, par la baisse des importations.

Sur le fond, il est évident que la force du franc suisse, le poids des grandes multinationales n'allaient par s'effondrer du jour au lendemain. La démonstration économique s'appuie sur des facteurs à évolution lente, mesurés à l'aune du court terme. Et les comparaisons basées sur le PIB, converti en dollars, avantagent les pays à monnaie forte, et même surévaluée comme ce fut le cas pour la Suisse en 1995. La comparaison-clé repose d'ailleurs sur deux ans, PIB 1993-1995. C'est vraiment très court.

Enfin le débat n'est pas économique seulement. Les Romands n'ont pas raisonné en fonction de l'évolution du PIB, mais par conviction politique. Or cette question n'est pas abordée dès le départ. D'où la limite de l'exercice. *ag*

REVUE DE PRESSE

Dire ses quatre vérités

UN ANCIEN CONSEILLER d'État libéral bâlois, Peter Facklam, réagit aux propos d'un membre de la direction de Novartis. Ce dernier, pour justifier la politique de son entreprise, avait insisté sur la nécessité de parler vrai. L'ancien magistrat lui répond sur le même ton: dire à Novartis ses quatre vérités (*Basler Zeitung*, 6 décembre 1977, dans la rubrique «Forum»). Extraits.

«La population, jusque dans les milieux bourgeois, prend lentement ses distances d'avec ‹l'économie›. Ce n'est plus ‹son économie›, dont elle était autrefois fière des performances. Cette même distanciation, on l'observe chez beaucoup de collaboratrices et de collaborateurs des entreprises multinationales, y compris chez des cadres.»

À propos de la pression accrue exercée sur les employés, qui agirait comme une stimulation positive, Peter Facklam rappelle que sur un marché du travail peu fluide, «le revers de la médaille ne tarde pas à se manifester. Déjà pendant la haute conjoncture, on pouvait observer un relâchement du lien entre les salariés et leurs entreprises. Aujourd'hui, à cause du comportement de ces dernières, cette relation n'est plus que fonctionnelle. À la première offre intéressante, de nombreux collaborateurs compétents n'hésiteront pas à donner leur congé, cela au détriment de l'entreprise.»

Traduction *DP*